



Sévaré, quartier millionking ,Boîte postale 133 Sevaré – Mali, Téléphone/Fax : (223) 21 42 13 39

E Mail : [safem@orangemali.net](mailto:safem@orangemali.net)

---

## SECURITE ALIMENTAIRE DES FEMMES ET DES ENFANTS DANS LA REGION DE MOPTI (Cercle de Koro et Bankass)

### SAFEM

# RAPPORT D'ACTIVITES 1

Numéro du contrat : ML/FED/2009/21424

Date de début et date de fin de la période de reporting:

13 juillet 2011 au 28 février 2013



UNION EUROPEENNE

CONFED



---

## Sommaire

<b>1. Description .....</b>	<b>3</b>
<b>2. Evaluation de la mise en œuvre des activités de l'Action.....</b>	<b>4</b>
<b>3.Partenaires et autre coopération.....</b>	<b>34</b>
<b>4. Visibilité .....</b>	<b>36</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>38</b>

## 1. Description

### Nom du bénéficiaire du contrat de subvention:

VSF-CIDA – Vétérinaires sans Frontières-Centre International de Coopération pour le Développement Agricole

### Nom et fonction de la personne de contact:

Marc CHAPON, coordinateur national de VSF-CICDA au Mali

### Nom des partenaires de l'Action:

Initiatives Conseil Développement

PROTOS

MEDECINS DU MONDE Belgique (MDM-B )

### Intitulé de l'Action:

« Sécurité Alimentaire des Femmes et des Enfants dans les cercles de Koro et Bankass »

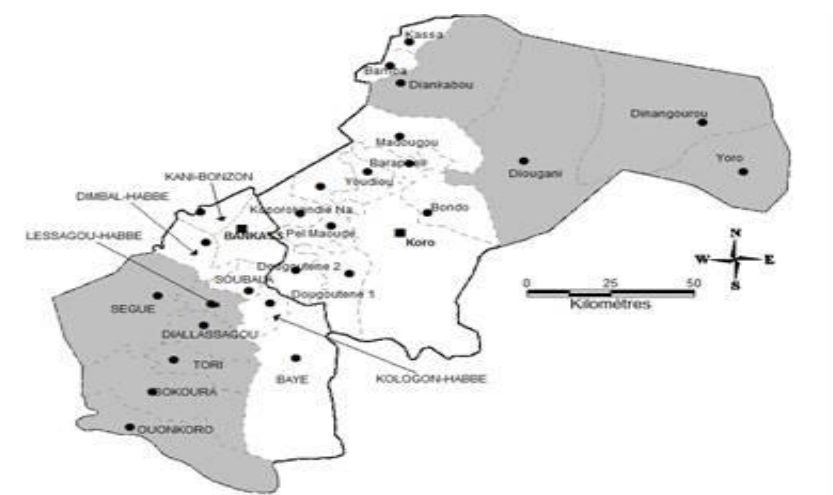
### Numéro du contrat : ML/FED/2009/21424

### Date de début et date de fin de la période de reporting:

13 juillet 2011 au 28 février 2013

### Pays ou région(s) cible(s) :

Mali, Région de Mopti, Cercles de Koro (communes de Dioungani, Yoro, Dinangourou, Diankabou) et de Bankass (communes de Segué, Diallassagou, Tori, Sokoura, Ouenkoro, LessagouHabbé)



---

**Groupes cibles:** Les femmes en âge de procréer et les enfants de 0 à 2 ans de 40 villages de 10 communes dont 1 000 femmes vulnérables à la sécurité alimentaire

**Bénéficiaires finaux :** Population de 40 villages répartis sur 10 communes des Cercles de Koro et Bankass soit environ 35 000 personnes.

## **2. Evaluation de la mise en œuvre des activités de l'Action**

La période a été caractérisée par l'implantation du projet dans les deux cercles à travers l'installation des bases, notamment, l'antenne de Diallassagou qui regroupe 3 communes (Diallassagou, LessagouHabbé et Segué) dont 12 villages, l'antenne de Sokourou qui regroupe 3 communes (Ouenkoro, Sokoura et Tori) dont 12 villages ; l'antenne de Dinangourouui regroupe 2 communes (commune de Yoro et Dinangourou) dont 8 villages et enfin l'antenne de Diounganiqui regroupe 2 communes (Dioungani et Diankabou) dont 8 villages.

L'installation de l'antenne de Dioungani connaît un retard lié d'une part à l'absence d'infrastructures dans le chef lieu de la commune (village de Dioungani) et d'autre part la situation sécuritaire (zone de passage de groupes armés).

L'aggravation de la situation sécuritaire suite à l'attaque de la ville de Konna à environ 55 km de ville de Mopti a entraîné ainsi un arrêt momentané des activités.

La période a été caractérisée aussi par l'élaboration de la stratégie de mise en œuvre des activités ainsi que la production des outils de collecte de données.

Par rapport à la mise en œuvre du projet, des rencontres avec les partenaires PROTOS et MDM-B, la Direction Régionale de la Santé de Mopti ont eu lieu pour harmoniser le niveau de compréhension sur la mise en œuvre des activités du projet. Elles ont permis de sceller les rapports de collaboration et d'orienter les différentes actions des partenaires.

Le partenariat avec les services techniques locaux de l'Etat notamment : les Centres de Santé de Référence, les CSCOM, les Services Vétérinaires, les Secteurs d'Agriculture, le Service de l'Hydraulique s'est renforcé à travers des visites d'échanges.

Dans le cadre de la gestion du projet, l'action a également participé :

- Au premier comité de pilotage organisé par la DUE en collaboration avec la CONFED. Cet atelier a permis de voir le niveau d'exécution des différents projets PASA5 et d'échanger sur les perspectives compte tenu du contexte sociopolitique et sécuritaire ;
- A l'atelier de validation des résultats de capitalisation sur les bonnes pratiques en matière de mise en œuvre des projets de sécurité alimentaire et de nutrition ;
- A la rencontre annuelle de la coordination d'Initiatives, Conseils et Développement (ICD). Cette rencontre a permis au démarrage du concept de management des connaissances au sein de la structure.

- 
- A l'atelier de validation du document du PDSEC pour la période 2011-2015 du conseil régional de Mopti. Cet atelier a permis aux participants d'appréhender la vision ainsi définie : « **une région paisible, sécurisée au plan alimentaire, entièrement désenclavée, industrialisée et intégrée dans la sous région, dont l'élevage constitue le socle de l'économie, s'appuyant sur une agriculture et une pêche performante dans un environnement durable** » ;
  - A une rencontre de concertation entre les ONGs intervenants dans le cadre de la nutrition et domaines apparentés dans le cercle de Bankass. Cette rencontre d'échanges a été organisée par l'UNICEF en collaboration avec la Direction Régionale de la Santé. La rencontre a permis au projet de présenter les actions en cours d'exécution dans la zone de Bankass en matière sécurité alimentaire et de nutrition ;
  - A la journée communale de l'eau dans la commune de Diallassagou. Cette journée communale de l'eau a été instituée par la commune pour inciter les villages et les écoles surtout à de bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement autour des points d'eau ;
  - L'atelier de lancement du projet PASAGE (Projet d'Amélioration de la Sécurité Alimentaire par une Gestion durable des ressources en Eau) qui intervient sur 4 communes dans le delta intérieur du Niger (la commune de Kewa, Soye, Socoura et Nema B). Ce projet est mis en œuvre par le partenaire PROTOS et a comme objectif général de contribuer à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables du delta intérieur du Niger.

La période a été caractérisée par une crise sociopolitique et institutionnelle. Cette situation a entravé en grande partie les activités du projet :

- Sur le plan des ressources humaines, le climat d'insécurité a conduit au départ du chargé de suivi évaluation AVSF, assistant au chef de projet. Son remplacement a été assuré à partir du 15 juillet 2012
- Sur le plan de la gestion du projet : limitation des activités du projet et déplacement de certaines activités de formation dans le chef de cercle (Koro), prolongation de certaines échéances avec les fournisseurs (achat de coq surtout), fermeture des banques, psychose au sein de la population, arrêt momentané des activités (15 jours, lors de l'attaque de la ville de Konna).

Dans le cadre du renforcement de capacité du personnel du projet, l'action a bénéficié d'une formation sur :

- L'approche genre ;
- La fabrication de fromage ;
- Le chargé de suivi évaluation a également bénéficié d'une formation sur le logiciel SPSS ;
- Le cadre genre a bénéficié d'une formation sur la promotion de l'égalité du genre organisée par la DUE.

Ainsi, dans le cadre de l'harmonisation du questionnaire sur la diversité alimentaire, le chef de projet, le cadre nutritionniste et le chargé de suivi et évaluation ont participé à trois (3) ateliers organisés par la CONFED. L'action a également participé à la présentation des résultats de l'enquête de la période de soudure dans la zone OXFAM.

---

La période a été aussi marquée par l'organisation de trois enquêtes situationnelles (période post récolte, soudure et post récolte).

Lors de la première enquête (post récolte), les données ont été collectées et analysées. Cependant, des observations sur la qualité des données ont été faites par les experts. A l'issue de ces observations, des recommandations ont été faites pour améliorer la qualité des données ainsi collectées.

Ces recommandations ont été ainsi prises en compte et des échanges sont en cours avec l'équipe de l'expertise nutrition pour la finalisation du rapport de cette étude.

Lors de la seconde enquêtes les données n'ont pas été collectées parce que l'expertise a décelé des lacunes ou des manquements pendant la phase de formation des enquêteurs qui ne garantissaient pas la tenue d'une bonne collecte de données fiables.

Quant à la troisième enquête (post récolte), les données ont été collectées et les résultats de l'enquête ont été validés par l'expertise courte terme à laquelle un premier draft de rapport d'analyse a été adressée.

Au démarrage du projet, les coordinations d'AVSF et d'ICD ont réalisé avec l'équipe terrain, une relecture du document projet et la définition de la méthodologie de mise en œuvre de l'action.

Le projet a ensuite bénéficié d'appui méthodologique et technique de la coordination d'ICD à travers une mission de supervision des activités en vue d'une meilleure mise en œuvre du projet.

---

## 2.1 Activités et résultats

Résultat 1 : *Les risques de malnutrition des enfants de 0 à 2 ans sont atténués par le biais d'activités de prévention, la prophylaxie en santé animale, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et la sensibilisation et formation des femmes en nutrition, hygiène, sécurité alimentaire et les cas de malnutrition sévères ou aigus sont référés*

**Activité 1.1 Formation et équipement des 80 accoucheuses traditionnelles (2 par village) sur le dépistage précoce de la malnutrition, formations de masse (genre, amélioration des pratiques culinaires, moyens de prévention de la malnutrition, bonnes pratiques d'hygiènes, référencement).**

### **Sujets/ activités couverts :**

Le rôle des Accoucheuses Traditionnelles est clairement reconnu et expliqué dans le PRODESS (Programme de Développement Sanitaire et Social) du Mali. Il s'agit principalement d'impliquer d'avantage les accoucheuses traditionnelles, en valorisant leurs savoirs et savoir-faire et leurs rôles dans les villages. C'est dans cette optique que le projet a initié de renforcer leur capacité sur le dépistage de la malnutrition, le référencement des enfants malnutris ainsi que sur l'amélioration de la qualité nutritionnelle de l'alimentation et des bonnes pratiques d'hygiène.

Les sessions de formation des accoucheuses traditionnelles se sont tenues dans 4 centres : les centres de Dioungani et Dinangourou pour le cercle de Koro et Sokoura et Diallassagou pour le cercle de Bankass. La formation a été assurée par les agents des Centres de Santé de Référence de Koro et de Bankass sur autorisation de la Direction Régionale de la Santé. Les modules de formations conçus par ces derniers ont été validés par MDM-B. 82 accoucheuses ont été formées.

Les thèmes des formations ont été axés surtout sur les activités de prévention de la malnutrition, les techniques de dépistages et de référencement des enfants malnutris, les bonnes pratiques alimentaires, l'hygiène de l'alimentation, ainsi que la conception des recettes et des démonstrations culinaires, etc.

Pour accomplir leur mission de dépistage, les accoucheuses traditionnelles et les animateurs du projet ont été équipés en bande de Shakir et des outils de collecte de données, notamment les fiches d'identification, les fiches de référencement, etc.

L'acquisition de ces connaissances a permis aux accoucheuses de mener des actions de sensibilisations à travers les séances d'IEC, de réaliser des séances de dépistage et de référencer les cas de malnutris modérés et sévères selon le protocole national de prise en charge de la malnutrition.



**Photo n°1 : Dépistage de la malnutrition avec les bandes de Shakir par une accoucheuse traditionnelle (cercle de Bankass)**



**Photo n°2 : Des accoucheuses traditionnelles apprennent à comprendre la bande de shakir**



**Photo n°3 : Remise du dispositif de lavage des mains aux accoucheuses traditionnelles**

Des séances d'Information Education et Communication sont organisées par les accoucheuses et les animateurs du projet dans les villages d'intervention du projet par rapport aux bonnes pratiques nutritionnelles. Pour les accoucheuses traditionnelles, les thèmes sont mensuels, cependant pour les animateurs, il est prévu deux (2) séances par village et par trimestre.



Les séances d'IEC développées pendant cette période ont ainsi porté sur : la mise au sein précoce couplée avec l'allaitement exclusif, l'allaitement optimal, l'alimentation de complément et sevrage définitif ou ablactation, les aliments et leurs rôles, les causes de la malnutrition, les signes de la malnutrition.

Selon les informations recueillies auprès des femmes lors des séances de sensibilisation, on note quelques applications des informations ainsi reçues. (Voir tableau1).

Tableau1 : récapitulatif de la situation de participation des populations aux séances d'IEC

Thèmes	Total des participants		Nombre de mère d'enfant de moins de 5 ans	Nombre de mère ayant appliqué	Nombre de bénéficiaires du projet ayant participé aux séances d'IEC
	Hommes	Femmes			
<b>Allaitement exclusif</b>	197	1508	1111		
<b>Allaitement optimal</b>	257	1428	1021	200	925
<b>Alimentation de complément</b>	203	1159	926	381	980
<b>Aliments et leurs rôles</b>	118	304	344	303	327
<b>Les causes de la malnutrition</b>	197	1156	1059	358	1104
<b>Les signes de la malnutrition</b>	164	519	501	10	428
<b>Total</b>	<b>1136</b>	<b>6074</b>	<b>4962</b>	<b>1252</b>	<b>3764</b>

La stratégie d'animation consiste à préparer la thématique avec l'animateur la veille et l'animer conjointement avec ce dernier le lendemain en groupe. Pour le reste du mois, ainsi que les mois suivants les accoucheuses organisent au moins une autre séance de sensibilisation sur ce même thème pour renforcer l'appropriation de la communauté.

La technique utilisée est la causerie éducative qui se définit comme une technique d'animation de groupe consistant à un entretien entre un animateur ou une animatrice et un groupe de personnes en vue d'apporter un message précis pour un changement de comportement.

Certaines accoucheuses outre cette pratique font également les visites à domicile (VAD) ou le porte à porte.

Ainsi, pendant la période, sur 320 séances prévues, 212 ont été réalisés, soit 66%. L'insécurité survenue dans certains villages, l'instabilité de certaines accoucheuses, l'installation précoce de l'hivernage ont été des facteurs qui ont fortement perturbé la réalisation correcte des séances d'IEC.

Des séances de dépistage sont organisées après chaque séance d'IEC. La stratégie utilisée consiste à dépister tous les enfants de 6 à 59 mois présent sur le lieu d'animation avec la bande de shakir. Ceux qui s'avèrent malnutris sont référés aux CSCOM pour leur prise en charge selon leur statut en fonction du protocole national de prise en charge des enfants malnutris.

---

Le dépistage est réalisé par les animateurs et les accoucheuses. Cela permet aux accoucheuses d'être renforcées dans la technique de dépistage pour éviter des erreurs d'appréciation du statut nutritionnel des enfants.

Des séances de dépistages mensuels sont aussi organisées par les accoucheuses traditionnelles pour ratisser les autres enfants de 6-59 mois n'ayant pas été sur les lieux des séances d'animation. Cependant, une séance de contrôle d'un échantillon de ces enfants est faite lors du passage de l'animateur pour mieux confirmer leur statut nutritionnel.

Tous les enfants malnutris sont systématiquement référés au centre de santé communautaire (CSCOM) au quel le village est affilié. Un CSCOM est une structure de santé gérée par les communautés elles-mêmes.

Dans le cadre de cette action, le projet travaille avec seize (16) CSCOM. Dans la zone d'intervention, le CSCOM de Baana dans la commune de Diougani n'est pas fonctionnel. Pour ce CSCOM, les enfants malnutris des villages affiliés se rendent dans les CSCOM les plus proches notamment Diougani et Karakindé.

Pour le référencement les procédures suivantes ont été initiées :

- Si le dépistage est réalisé par les animateurs, ils attribuent une fiche de référence aux parents, qui à leur tour doivent amener l'enfant au niveau du CSCOM.
- Si le dépistage est réalisé par les accoucheuses traditionnelles, compte tenu du fait que la majorité des accoucheuses ne sont pas alphabétisées, le projet a initié l'utilisation de bande de tissu pour déterminer le statut de l'enfant malnutri référé. Le jaune désigne un enfant malnutri aigüe modéré et le rouge un cas de malnutrition aigüe sévère.

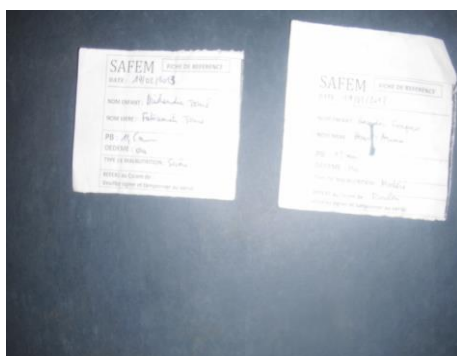
Dans les CSCOM, les intrants fréquemment donnés aux enfants sont : le plumpy-Nut pour les cas de malnutris sévère (MAS), le CSB, les céréales sèches (mil surtout), le petit pois, du sucre, de l'huile et souvent de l'UNIMIX pour les cas de malnutrition modérés.

Des ruptures fréquentes d'intrant pour les malnutris modérés ont été souvent constatées dans les CSCOM suivants :

- CSCOM de Yoro de janvier à juin 2012 ;
- CSCOM de Gangafani I de janvier à Mars 2012 ;
- CSCOM de Dinangourou en mai 2012 ;
- CSCOM de Diankabou (avril- mai)
- CSCOM de LessagouHabbé (avril mai)
- CSCOM de Ouenkoro(avril mai)
- CSCOM de Koulou (avril mai)

La difficulté liée à la prise en charge est surtout liée aux ruptures des intrants destinés aux enfants malnutris aigüe modérés. Pour corriger cette situation, des conseils pratiques pour la préparation de complément alimentaire sont souvent donnés aux femmes ainsi que leur initiation à la préparation de ces aliments à travers les démonstrations culinaires. Les Centres de santé de référence ainsi que la Direction Régionale de la Santé ont aussi été saisis de ces ruptures par l'équipe projet. Cela a permis un réapprovisionnement des CSCOM.

Dans les villages d'intervention du projet, la fréquence du dépistage (2 fois par mois contre une fois par trimestre réalisé par les relais de santé villageois) a sensiblement augmenté le taux de référencement dans les CSCOM d'où l'interpellation du chef de poste du CSCOM de Tori « ***Nous recevons actuellement plus de malnutris de vous, que pourriez vous faire pour nous pour qu'il n'y ait pas rupture d'intrants ?*** ». Le projet n'intervient pas sur la prise en charge mais peut assurer une intermédiation dans le cas de rupture d'intrants, comme cela a été fait avec le CSRéf et la Direction Régionale de la santé. Par ailleurs AVSF est membre du cluster nutrition et peut en cas de besoin alerter l'UNICEF et le PAM qui financent les intrants.



**Photo n°4 : fiches de référencement du projet photo n°5 : Enfants malnutris de soguinadou référés au cscm de Tori**

Les activités de démonstrations culinaires ont cependant timidement démarré compte tenu d'un certain nombre de facteurs notamment :

- Le report fréquent de cette activité au profit d'autres activités jugées prioritaires (enquêtes);
- L'insécurité apparue surtout dans certaines zones de Koro.

Cependant, quelques séances de démonstration culinaire ou éducation nutritionnelle ont été organisées et animées par les animateurs et les cadres nutritionniste et genre du projet. Elles permettent de renforcer les connaissances et les pratiques culinaires des femmes surtout pour l'alimentation des enfants, ainsi que la valorisation des productions locales.

Deux recettes ont été préparées à savoir la bouillie enrichie avec de l'arachide et/ou du niébé ainsi que le larro. Les recettes préparées sont composées d'aliments locaux disponibles pour les femmes pauvres.

Exemple1 : Recettes pour 10 enfants :

<b>Recettes</b>	<b>Composition</b>	<b>Quantités</b>	<b>Valeurs nutritives</b>
<b>Bouillie enrichie avec de l'arachide et ou du niébé</b>	Mil	2kg	calorie
	Haricot	900g	protéines
	Sucre	200g	glucide
	Arachide	500g	Lipide, Vitamine E
	Sel	2 pincées	Sel
	Tamarin	200g	Glucide, grande valeur énergétique, vit A, B1, Folate, Potassium, phosphore, magnésium
	Eau	4 l	Eau
<b>Laro</b>	mil	2kg	calorie
	sel	2 pincées	Sel
	Feuille d'oseille fraîche ou séchée	100g	Vitamine A, B9, C, fer, potassium, magnésium et calcium
	Poisson séché/fumé	1kg	Protéine
	Feuilles d'oignon	100g	Vitamine A
	Huile d'arachide	500g	Lipide, vitamine E
	Tomate	4 tomates moyennes	Vitamine A, vitamine k
	Soumbala	100g	Riche en protéine et lipide, en fer, Vit A, B1, C
	Arachide	½ kg	Vitamine E

	Eau	2 litres	eau
--	-----	----------	-----

Exemple 2 : Autres recettes de bouillie enrichie pour un enfant.

<i>Ingrédients</i>	<i>Quantités (g)</i>	<i>Glucides</i>	<i>Lipides</i>	<i>Protéines</i>	<i>Quantité en mesures locales</i>
Farine de mil	100	66.5	3.5	8.8	1 louche plastique
Farine de niébé	50	23.05	0.75	11.05	1/2louche
Farine d'arachide	50	7.85	24.25	6.75	1/2 louche
Pain de singe	25	0.24	507	30.9	1 Verre de thé
sucre	25	0.25	387	0	1/2verre de thé
Sel iodé					1 pincée de sel
<b>Total kcal</b>	<b>752.5kcal</b>	<b>97.4*4=389.6</b>	<b>28.5*9=256.5</b>	<b>26.6*4=106.4</b>	
<b>Total %</b>	<b>99.96%</b>	<b>51.77%</b>	<b>34.06%</b>	<b>14.13%</b>	

Ces deux recettes sont surtout des aliments de compléments destinés aux enfants au-delà de 6 mois.



**Photo n°6: Préparation de la bouillie enrichie**



**Photo n°7 :Laro en préparation**

Ainsi, selon nos estimations, pour faire de la bouillie enrichie pour un enfant, il faut environ 430 fcf par jour et par enfant (y compris le prix des céréales ou autres ingrédients dont l'accès souvent ne demande pas d'argent, notamment, le pain de singe, graine de haricot).

Pour faire du « laro », il faut environ 500 fcf (y compris, les céréales et autres ingrédients ne nécessitant pas forcément de l'argent parce que disponible au niveau de la famille, il s'agit surtout du mil, arachide, feuille d'oseille, etc.)

Pour favoriser le changement de comportement d'un plus grand nombre dans le cadre de l'éducation nutritionnelle dans la zone d'intervention du projet et en dehors surtout, des émissions radiophoniques ont été produites à travers la réalisation des modules sous forme de spot en dialogue ou en monologue. Ces modules ont été produits en cassettes et CD dans les 3 langues locales les plus parlées dans la zone d'action du projet qui sont : le dogon (2 dialectes : le tômo et le diamsaye), le peulh et le Bambara.

Un contrat de diffusion a été signé avec la radio locale « Sindjéré » de Koro. Des supports en CD et cassettes audio ont été également produits pour développer les écoutes communautaires dans les villages à travers les animations radiophoniques périodiques.

Les informations recueillies auprès des bénéficiaires lors des séances de sensibilisation par les animateurs, prouvent que certaines femmes bénéficiaires du projet ont commencé à appliquer les bonnes pratiques nutritionnelles notamment la mise au sein juste après l'accouchement, l'allaitement exclusif, l'allaitement optimal ainsi que la préparation de la bouillie enrichie.

***Motifs pour la modification de l'activité planifiée <veuillez développer sur les problèmes –y inclus les retards, annulations, reports d'activités – qui se sont présentés et sur la façon dont ils ont été résolus> (le cas échéant)***

- Il était prévu la formation de deux accoucheuses traditionnelles par village soit 80 au total, cependant dans le village de Guiri, il y'a un hameau très important où se trouve une grande partie des bénéficiaires du projet et qui pratiquent en saison sèche des activités de maraîchage. Cette situation a conduit le projet à choisir aussi deux accoucheuses traditionnelles en accord avec le chef de village et validé par le CSCOM de Yoro. Les deux accoucheuses ont été ainsi formées par l'animateur de la zone sur les techniques de dépistage de la malnutrition et du référencement ainsi que quelques thèmes liés à l'éducation nutritionnelle.
- Au total, 82 accoucheuses ont été formées ;
- La situation d'insécurité apparue dans certaines zones du projet a conduit à limiter les activités de regroupement des personnes, ce qui a réellement diminué les séances de sensibilisations des animateurs ;
- Dans certains villages, les accoucheuses traditionnelles ont été associées aux relais de santé communautaires pour les activités de dépistages et de référencement.

***Résultats de cette activité <veuillez si possible quantifier ces résultats; référez-vous aux diverses hypothèses du Cadre Logique>:***

Prévu	Réalisé	Taux de réalisation
80 accoucheuses traditionnelles formées et équipées	82 accoucheuses ont été formées sur les techniques de dépistages précoces de la malnutrition et le référencement. Elles ont également bénéficiées d'équipement de dépistage (bande de shakir) et de kit pour le lavage des mains au savon.	100%
Dépister 100% des enfants malnutris de la tranche d'âge 0-5 ans	8756 enfants de mois de 5 ans ont été dépistés (possibilité qu'un enfant soit dépisté plusieurs fois pour surveiller son statut) dont 117 cas de malnutris sévères et 920 cas de malnutris modérés. 434 enfants ont bénéficié de prise en charge par les CSCOM et 603 ont récupéré suite à l'alimentation de complément apporté par leurs mères à travers les conseils et faites par les accoucheuses traditionnelles et les animateurs ainsi que les suivis mensuels	79%

	et hebdomadaire effectués respectivement par les animateurs et les accoucheuses traditionnelles.	
Référencer 100% des enfants dépistés malnutris	1030 ont été référencés	99%
Réaliser 320 séances d'animations sur les bonnes pratiques nutritionnelles	212 séances d'animations ont été organisées sur les bonnes pratiques nutritionnelles. Les thèmes abordés ont portés sur : la mise au sein précoce et l'allaitement exclusif, l'allaitement optimal, l'alimentation de complément, les aliments et leur rôle. Ainsi, au total 6319 personnes dont 5343 femmes, 4003 mères d'enfants de moins de 5 ans ainsi que 976 hommes ont participés à ces séances d'animations	66%
Réaliser et diffuser des émissions radio sur les bonnes pratiques nutritionnelles	15 thèmes produits en 3 langues locales : le bambara, peul et dogon 78 spots ont été diffusés en Bambara 103 en Dogon 103 en peulh	100%

## **1.2 Réhabilitation des forages et puits non fonctionnels avec formation de comités de gestion et de distribution de l'eau dans les 40 villages ciblés.**

### **Sujets/activités couverts**

L'accès à l'eau potable est une priorité au Mali et contribue à l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations.

Pour couvrir les besoins en eau potable des populations bénéficiaires, l'action a prévu la réhabilitation de point d'eau dans les villages d'intervention du projet.

Au total, il est prévu la réhabilitation de 20 points d'eau potable pendant cette période.

Tous les villages ont identifié les points d'eau qu'ils souhaitent réhabiliter. Ce travail d'identification a été réalisé en assemblée villageoise avec l'appui des animateurs du projet sur la base de critères préétablis avec l'assistance de PROTOS et sont les suivants :

- Accessibilité, c'est à dire la distance avec le village (point d'eau plus proche du plus grand nombre de ménages du village et moins distant pour les femmes) ;
- Le niveau de fréquentation du point d'eau avant (chercher à savoir si le point d'eau était fréquenté par un grand nombre de la population avant qu'il ne soit hors d'usage) ;
- La qualité de l'eau avant la panne ou la détérioration (la qualité de l'eau était elle appréciée par les bénéficiaires avant cette panne) ;
- Un point d'eau consensuel et public (le point d'eau ne doit pas être dans un domaine privé comme la cour d'un particulier par exemple). Il faut que le point d'eau à réhabiliter soit partagé, c'est à dire être approuvé par la majorité des participants à l'assemblée et obtenir l'approbation du conseil de village et des femmes.

***Motifs pour la modification de l'activité planifiée <veuillez développer sur les problèmes –y inclus les retards, annulations, reports d'activités – qui se sont présentés et sur la façon dont ils ont été résolus> (le cas échéant):***

Au total, il était prévu la réhabilitation de 20 points d'eau potable pendant cette période.



Au cours de cette période aucune activité de réhabilitation ou de construction n'a pu être réalisée. Cela a été occasionné par la situation d'insécurité qui prévalait au niveau de la zone d'action pendant la période planifiée pour ces activités (de mars à juin). Les activités ainsi prévues ont été reportées : il s'agit de la création ou redynamisation des comités de gestion des points d'eau, la formation sociale de l'eau et les séances de sensibilisation sur l'hygiène et assainissement de l'eau.

**Résultats de cette activité <veuillez si possible quantifier ces résultats; référez-vous aux diverses hypothèses du Cadre Logique>:**

- Au total, 22 puits modernes, 3 pompes manuelles, 3 puits traditionnels ont été identifiés pour être réhabilités. La réhabilitation concernera surtout les aménagements de surface, la réparation des pompes et l'installation de système solaire sur certains points d'eau (puits et forages) pour faciliter l'exhaure de l'eau. Tous les points d'eau identifiés ont été géo référencés ;
- Les études de faisabilité technique de 14 points d'eau dans le cercle de Bankass ont été réalisées.



**Photos n° 8: Quelques points d'eau à réhabiliter dans le cercle de Bankass**

**Résultat 2 :** Le temps accordé aux enfants et à des Activités Génératrices de Revenus est augmenté grâce à l'allègement de certaines corvées telles que le ramassage du bois, le puisage de l'eau, le pilage des céréales, les travaux agricoles et grâce aux Informations Education Communication genre en assemblée villageoise ainsi qu'à l'expérience pilote de crèches parentales

### **Activité 2.1 Création de coopératives d'utilisation de matériels agricoles :**

#### **Sujets/activités couverts**

Les familles de la zone du projet cultivent généralement à la main de petites surfaces agricoles. La production ne couvre pas les besoins (par l'autoconsommation et par la vente pour l'achat des biens non produits). Ces familles vendent leur main d'œuvre pour satisfaire leurs besoins et ne peuvent respecter le calendrier agricole, ce qui influe sur la productivité. La capacité financière et les surfaces cultivées de ces familles étant faibles, elles peuvent difficilement accéder à un équipement agricole et le valoriser. Il s'agira de regrouper les familles vulnérables par groupe de 6 à 8 familles autour d'une chaîne de culture attelée (dénommer CUMA : Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole). Il est à noter que l'utilisation de la culture attelée à la place de la culture à la daba permet à elle seule d'augmenter les superficies cultivables sans compter l'opportunité de développer de nouvelles spéculations. Les CUMA permettent d'équiper un grand nombre d'exploitations autour d'une chaîne de culture attelée. Au total, il est prévu la création de 40 coopératives.

Pour l'action 10 femmes par village ont été constituées en CUMA dont 7 sont membres du conseil d'administration et 3 du comité de surveillance.

Pour la création des CUMA, la démarche suivante a été adoptée :

- Information et sensibilisation sur la mise en place des CUMA
- Information des autorités villageoise et des femmes bénéficiaires sur les différentes étapes de mise en place de la CUMA et sur les critères d'adhésion
- Préparation des Assemblées Générales Constitutives (préparation de l'ordre du jour, PV, l'état de versement des cotisations des membres, recherche des casiers judiciaires, certificats de résidence et des extraits d'acte de naissance).
- Appui à l'élaboration du règlement intérieur de la CUMA.
- Explication des tâches des différents postes des organes de la coopérative (conseil d'administration et comité de surveillance)
- Préparation des documents juridiques des CUMA (coopérative d'utilisation de matériels agricoles) ;

Les coopératives ainsi constituées ont bénéficié de l'appui en équipement agricole et en semences pour la campagne agricole. Les équipements agricoles fournis sont des prêts qui sont remboursables annuellement pendant 5 ans. Les montants annuels de remboursements individuels et par CUMA varient d'une CUMA à une autre. Ces remboursements se font sur un compte appartenant aux CUMA et leur permettra ainsi après le retrait du projet soit de renouveler ou soit de diversifier leur équipement.

- Les montants annuels de remboursements par CUMA varient de 106 000 FCFA à 163 000 FCFA selon le type d'animaux pour la traction (ânes, bœufs, dromadaire, voir détail dans le tableau suivant),
  - Les montants individuels annuels de remboursement, varient entre 10600 et 16 300 FCFA ;
- Les montants individuels de remboursement mensuel varient entre 850 et 1630 FCFA.

Ainsi, la répartition des remboursements est la suivante :

Montant annuel en fcfa	Nombre de CUMA
163 000 (dromadaire comme animal de trait)	6
142 000 (bœuf comme animal de trait)	23
106 000 ((âne comme animal de trait)	1

Les équipements agricoles fournis aux CUMA sont : les animaux de traits, les charrettes et les charrues et leurs accessoires.

Les charrettes permettront le transport du bois, de la fumure organique, des produits agricoles et des personnes pour les foires hebdomadaires.

Les membres des coopératives bénéficieront de renforcement de capacité pour une bonne gestion des équipements mis à leur disposition.

Les CUMA seront appuyées par les moulins et accessoires et d'autres activités génératrices de revenus afin de faciliter le paiement des annuités prévues sur les matériels agricoles.

Ces équipements contribuent également à réduire quelques corvées des femmes et d'augmenter leur revenu monétaire.

***Motifs pour la modification de l'activité planifiée <veuillez développer sur les problèmes –y inclus les retards, annulations, reports d'activités – qui se sont présentés et sur la façon dont ils ont été résolus> (le cas échéant):***

Compte tenu des difficultés observées dans l'obtention des actes de naissances dues à la situation d'insécurité ayant conduit les services de la justice à suspendre leurs activités dans les deux cercles, les villages ayant mobilisés les coûts d'acquisition des pièces ont été considérés comme des coopératives prêtes à être créés.



Le renforcement de capacité des membres des CUMA a porté sur la vie coopérative et la gestion administrative, elle a pour objectif de préparer les femmes des CUMA à la gestion des services de l'eau, les boutiques d'intrants ainsi que leurs matériels agricoles et maraîchers.

L'acquisition des équipements agricoles a pris du retard, cela n'a pas permis aux CUMA d'envisager l'exploitation de grande superficies, malgré cela, pendant la campagne agricole 2012-2013, la superficie totale des parcelles collectives emblavées des CUMA dans les deux cercles est 120 ha (toutes spéculations) et 3 ha en moyenne/CUMA. La superficie totale par cercle est 44,25ha cercle de Koro et 57,75 ha pour le cercle Bankass.

**Résultats de cette activité <veuillez si possible quantifier ces résultats; référez-vous aux diverses hypothèses du Cadre Logique>:**

Prévu sur la durée du projet	Réalisé pendant la période	Taux de réalisation
40 CUMA fonctionnelles	30 CUMA	75%
Renforcement de capacité des membres des CUMA et gestionnaire des boutiques d'intrants	156 membres de la CUMA et 35 gestionnaires de boutique d'intrant	47%

## **Activité 2.2 Animation sur le genre sur l'allègement des travaux des femmes et une bonne nutrition des enfants**

### **Sujets/activités couverts**

Lors de la phase de diagnostic pour la proposition du projet, il est ressorti chez toutes les femmes enquêtées un besoin d'allègement des tâches afin de pouvoir mieux s'occuper de leurs enfants mais aussi pour diversifier leurs activités. Les besoins portent sur l'allègement des travaux champêtres, le pillage du mil, l'accès à l'eau (le puits est souvent loin du lieu d'habitation) mais aussi sur la collecte du bois de chauffe car les lieux de collecte sont de plus en plus loin. Ainsi, en plus des actions qui seront entreprises par le projet notamment, l'implantation des moulins, le service de l'eau, la garde alternée des enfants (expérience pilote), des actions de sensibilisation des hommes sur l'allègement des tâches des femmes ont été entreprises dans tous les villages du projet.

Pour cela, des séances de sensibilisation ont été animées par le cadre genre et les animateurs dans les villages en présence des chefs de villages, des notabilités, des bénéficiaires du projet et autres membres de la communauté. Lors de ces séances de causeries débats, c'est l'outil répartition des tâches et le temps de travail en fonction des périodes qui a été utilisé pour amener des hommes à comprendre l'immense occupation des femmes et les convaincre d'un éventuel appui dans certaines tâches.

Certaines actions ont été également entreprises notamment l'initiation à la fabrication de foyer amélioré pour diminuer la corvée de bois.

Ces échanges ont permis de comprendre que certains hommes étaient conscients de cette situation dans la majorité des villages, et que dans certains villages, les hommes participaient à certains travaux pour faciliter la tâche aux femmes notamment pour les corvées d'eau et de recherche de bois.

Au cours de ces séances de causerie, certains chefs de villages, ont promis de rencontrer les chefs de ménages et d'expliquer la démarche du projet pour alléger les travaux des femmes. Il faut noter cependant quelques réticences d'ordre coutumier.

**Motifs pour la modification de l'activité planifiée <veuillez développer sur les problèmes –y inclus les retards, annulations, reports d'activités – qui se sont présentés et sur la façon dont ils ont été résolus> (le cas échéant):**

Initialement, l'action avait prévu de réaliser deux (2) séances d'animation par village et par trimestre, mais compte tenu des événements sociaux politiques et sécuritaires, les prévisions n'ont pas été atteintes. Cependant, lors des activités de suivi des activités ou des séances de démonstrations

culinaires, les cadres et les animateurs émettent des messages de sensibilisation auprès des hommes allant dans le sens de l'allègement des tâches des femmes.

**Résultats de cette activité <veuillez si possible quantifier ces résultats; référez-vous aux diverses hypothèses du Cadre Logique>:**

Prévu pour la période	Réalisé	Taux de réalisation
9 séances d'animation sur l'allègement des tâches des femmes par village.	Trois (3) séances d'animation par village ont été réalisées. Ainsi, 2030 personnes dont 374 hommes ont participé à ces séances d'animation.	33%
Une séance de démonstration de fabrication de foyer amélioré par village.	37 séances de démonstrations ont été réalisées. Ces séances ont permis la réalisation de 179 foyers améliorés par les bénéficiaires du projet.	92,5%

### **Activité 2.3 Mise en place de crèche parentale dans 5 villages**

#### **Sujets/activités couverts**

Afin que les femmes puissent travailler de manière efficace et produire plus, il est nécessaire qu'elles puissent avoir un temps de travail important. C'est pourquoi cette approche pilote a été initiée par l'action dans sa zone d'intervention. Il s'agit d'une garde alternée des enfants déjà sevrés des membres de la CUMA pendant le temps de travail dans leurs champs. Lorsque les 8 membres travaillent aux champs, les deux autres femmes s'occupent des enfants dans un endroit bien aménagé dans le village.

Des assemblées générales villageoises auxquelles ont participé les chefs de villages, les leaders villageois et les notables ont été organisées dans les 40 villages du projet pour expliquer l'approche de garderie d'enfants pour les femmes vulnérables des CUMA. Trois villages pendant cette année ont été choisis en fonction du niveau d'engagement des membres de leur CUMA, des autorités villageoises ainsi que de la disponibilité de local ou d'espace pouvant servir de garderie.

Les sites de garderie d'enfants :

Cercles	Communes	Villages
Koro	Dinangourou	Guimini
	Diougani	Sabère
Bankass	LessagouHabbé	KouméHabbé

Chaque village a indiqué le local qui servira de garderie, et des actions de réaménagement de certains sites sont indispensables pour le démarrage de l'activité.

Les échanges ont permis d'aboutir aux points suivants :

- Chaque femme apporte la nourriture et des jouets traditionnels pour son ou ses enfants ;
- Le projet sollicitera l'appui d'autres partenaires pour l'équipement des garderies,
- Des démonstrations culinaires seront organisées périodiquement dans les garderies ;
- Des séances de dépistage périodique de la malnutrition sont également organisées par les accoucheuses traditionnelles.

Deux crèches sont actuellement fonctionnelles, au total, 44 enfants (dont 22 à Guimini et 22 à Koumé habbé) de la tranche d'âge 6-59 mois fréquentent les deux crèches. Les femmes de ces crèches ont achetés des jouets traditionnels pour ces enfants. Elles entretiennent les enfants et s'occupent également l'hygiène et l'assainissement des locaux. La troisième crèche (celle de Sabèrè connaît quelques difficultés de démarrage lieu à l'obtention de local, son remplacement est en cours.

**Motifs pour la modification de l'activité planifiée <veuillez développer sur les problèmes –y inclus les retards, annulations, reports d'activités – qui se sont présentés et sur la façon dont ils ont été résolus> (le cas échéant):**

**Résultats de cette activité <veuillez si possible quantifier ces résultats; référez-vous aux diverses hypothèses du Cadre Logique>:**

Prévu pendant la durée du projet	réalisé	Taux de réalisation
Création et fonctionnement de 5 crèches parentales	3 crèches sont créées avec un effectif de 61 enfants (dont 22 à Guimini, 22 à Koumé Habbé et 17 à sabèrè) et 30 mères.	60%

Résultat 3 : Les capacités de production agricole (végétale et animale) pour l'autoconsommation et la vente de produits agricoles sont améliorées pour les femmes ciblées par le projet

**Activité 3.1 Diversification et accroissement de la productivité agricole à travers l'appui aux activités de production par la mise en place de boutiques d'intrants villageoises et l'équipement avec subvention pour les groupes cibles**

**Sujets/activités couverts**

Les femmes ont des difficultés pour développer et diversifier leurs productions agricoles par manque d'accès aux intrants de petits équipements et surtout l'accès à la terre.

Les séances de sensibilisation pour l'accès à la terre et la disponibilité du temps pour les activités génératrices de revenus, la création des boutiques d'intrants pour la vente en détail (petite quantité adaptée aux besoins et à la capacité financière des femmes) ont été initiées par l'action pour contribuer à l'augmentation des espaces exploitées et favoriser ainsi l'accroissement de la productivité.

Dans la zone d'intervention du projet, les terres de cultures appartiennent généralement aux hommes, les femmes n'ont accès que pour quelques petites cultures de rente d'où l'idée de sensibiliser les hommes pour l'octroi de terres exploitables aux femmes.

Tous les chefs de villages ont pris l'engagement d'attribuer des parcelles communes aux CUMA. Il a été constaté également un engouement quant aux maris de céder plus d'espaces et d'accompagner les femmes pour mener des activités diversifiées.

Dans tous les villages de l'action, des assemblées générales villageoises se sont tenues. Les femmes vulnérables et prédisposées à mener des activités maraîchères ont été ciblées (au total, 40 femmes par village).

Deux types de maraichage ont été ciblés en fonction de la topographie et de la disponibilité des retenues d'eau des villages. Il s'agit du maraichage de saison sèche et du maraichage de saison des

---

pluies ou potager. Les données collectées par les animateurs font ressortir 3 villages qui ont des prédispositions de pratique de maraîchage de saison sèche, ce sont les villages de Guiri, Koutaga dans la commune de Yoro et Anakila dans la commune de Diankabou. Un quatrième village (Tira dans la commune de Sokoura) a fait une demande d'appui pour la pratique du maraîchage.

Ainsi, un noyau de femmes volontaires (10) par village a été appuyé en matériels et semences dans les 3 villages précités d'abord, puis l'ensemble des maraîchères (40 par village) des 4 villages ont bénéficié de l'appui en matériels de maraîchage et en semences.



**Photos n°9 : Maraîchères de saison sèche des villages de Anakila (commune de Diankabou) et Guiri (Commune de Yoro) Cercle de Koro)**

Pour la création des boutiques, des séances de travail ont été faites par le cadre agronome ainsi que les animateurs pour expliquer les conditions de création qui se résument à :

- Mise à disposition d'un local approprié pouvant servir de boutique ;
- La boutique reste sous la responsabilité de la coopérative des femmes ;
- Trouver un gérant qui puisse tenir correctement les documents de gestion du magasin et capable de faire un compte rendu périodique à la coopérative ;
- Respecter les règles de gestion établies par le comité de gestion des intrants au sein de la coopérative ;
- Etre à l'écoute de l'appui conseil technique des animateurs et des services techniques habilités.

Tous les villages se sont engagés à mettre à la disposition des femmes un local servant de boutique.

***Motifs pour la modification de l'activité planifiée <veuillez développer sur les problèmes –y inclus les retards, annulations, reports d'activités – qui se sont présentés et sur la façon dont ils ont été résolus> (le cas échéant):***

- Il était prévu la création de 30 boutiques, les problèmes liés aux événements sociopolitiques ont perturbés le processus de création et surtout d'approvisionnement des boutiques ;
- Le développement de la production, l'amélioration de la productivité et de la diversification agricole permettent d'accroître la disponibilité alimentaire et de diversifier les sources d'alimentation et de revenus des femmes de cette zone. C'est dans ce contexte que le projet a envisagé la mise à la disposition de plants de Moringa oleifera. En effet le choix de la production de la plante Morinaga oleifera s'explique par sa rapidité de croissance, l'accessibilité, son adaptation au climat de la zone d'intervention et ses vertus dans la prévention et le traitement curatif de la malnutrition. Il constitue donc une source concentrée de nutriments ou d'autres substances ayant un effet nutritionnel ou physiologique, seuls ou combinés.

Selon les résultats de suivi des activités, 40 % environ des Moringa ont réussi.

**Résultats de cette activité <veuillez si possible quantifier ces résultats; référez-vous aux diverses hypothèses du Cadre Logique>:**

Prévu pour la période	Réalisé pour la période	Taux de réalisation
200 séances d'animation l'accès des femmes à la terre	110 séances ont été réalisées. Ces séances ont permis à 30 CUMA de bénéficier de parcelles collectives estimé à 64 ha	40%
Appui en intrant et équipement de 1600 maraichères	1600 maraichères ont bénéficié d'appui en intrants. 160 maraichères ont bénéficié de l'appui en petit équipement maraîcher 1000 plants de Moringa sont en production et seront distribués dans les 40 villages d'intervention du projet	100%
Création de 30 boutiques d'intrants	3 boutiques ont été créées et approvisionnées. 27 boutiques ont été identifiées	3%

**3.2 Formation et appui financier sur l'aviculture et l'élevage des petits ruminants pour 1000 à 2000 femmes issues de ménages très pauvres et pauvres :**  
**Sujets/activités couverts**

La diversification agricole par le petit élevage est largement pratiquée mais à des échelles très modestes et avec des épizooties qui ruinent les capitaux. Or le petit élevage est le porte-monnaie de la femme pour faire face aux imprévus et aléas. 1 000 femmes (25 femmes par village) recevront 3 chèvres afin de développer la production laitière et diversifier l'apport de vitamine A et E pour les enfants. En effet, le lait des petits ruminants est très consommé dans les villages d'intervention et est donné essentiellement aux enfants.

1000 femmes (25 femmes par villages) recevront chacune 10 poules et un coq améliorateur. La consommation des œufs ou de la chair de volailles permettra d'accroître de couvrir les besoins en protéines des enfants.

Des assemblées générales villageoises ainsi que les données collectées pendant l'enquête de référence ont permis de cibler tous les bénéficiaires de petits ruminants et de volailles. Ce sont surtout des femmes pauvres ou très pauvres ayant des enfants de 0 à 5 ans.

Au total, 2000 femmes pauvres et très pauvres ont été identifiées : 800 bénéficiaires dans le cercle de Koro et 1200 dans le cercle de Bankass.

Pour l'octroi de ces animaux, des conditions suivantes doivent être réunies par les bénéficiaires.

Pour les petits ruminants.

- Disposer d'un local adéquat (hangar-abri et logement pour l'hivernage) ;
- Constituer un stock suffisant de fourrage.

Pour la volaille :

- Disposer d'un poulailler amélioré avec les normes requises (espace, aération, propreté, sécurité, mangeoire, abreuvoir, lieu de ponte).
- Fournir la nourriture appropriée.

---

Dans les deux cas le bénéficiaire doit :

- S'inscrire dans les objectifs du projet c'est à dire accorder la priorité à l'autoconsommation du ménage (produire le lait frais ou transformé pour améliorer la qualité et la diversité alimentaire des enfants et de la mère) ;
- Observer les mesures sanitaires des animaux et appliquer les conseils prophylactiques des services techniques habilités ;
- Etre disposée à collaborer avec les autres femmes bénéficiaires ;
- Respecter les règles de gestion établies.

Pour mieux accompagner les femmes dans le suivi sanitaire des petits ruminants et des volailles, deux femmes par village ont été choisies pour être formées sur le traitement de base ainsi que les mesures prophylactiques.

C'est ainsi que pendant cette période, 47 éleveuses relais dans le cercle de Bankass ont été formées par les agents des services vétérinaires. Ces femmes serviront de référent auprès des vétérinaires étatiques, des mandataires et des autres femmes bénéficiaires. Un kit d'apprentissage composé d'une glacière, une seringue+ aiguille, 100 doses de vaccin ITANEW, deux (02) flacons de Butox (déparasitant externe), 10 comprimés d'Albendazole 300 et 10 comprimés de Disto-5 (déparasitant interne), un sachet d'Amprolium a été remis à chaque éleveuses relais.

Une relation de collaboration sera établit entre les éleveuses relais, les services vétérinaires et les mandataires pour faciliter les prestations ou intervention dans les villages du projet. Les relais servant ainsi de points focaux, menant surtout des activités de sensibilisation d'information pour les vaccinations obligatoires et servant également d'auxiliaire pour les vétérinaires (étatiques ou privés).

Au total, 71 femmes vulnérables ont bénéficiés de l'appui en petit ruminant (2 chèvres par bénéficiaires)

Concernant spécifiquement les volailles, les activités ont surtout porté sur la sensibilisation des bénéficiaires pour la construction de poulailler pour recevoir les sujets, ainsi que l'achat des poules et des coqs. En élevage traditionnel, les volailles sont le plus souvent logées dans des abris de nuit exigus, sans aération et n'offrant aucune possibilité d'entretien.

Une typologie de poulailler a été expliquée aux animateurs pour orienter les bénéficiaires dans la construction des poulaillers. L'accent a été surtout mis sur la dimension du poulailler en fonction du nombre de sujets que les bénéficiaires doivent avoir. Les dimensions de poulailler sont de 4m<sup>2</sup>, une hauteur d'environ 1,50 m et équipé de fenêtres et de portes larges. Le respect de ces dimensions permettra une bonne aération, facilitera l'entretien du poulailler pour éviter la prolifération des poux et des argas, nuisibles pour les sujets. Il peut être construit comme une maison dans un coin de la concession. Sa forme peut être ronde ou rectangulaire.

Pour le choix de la race du coq améliorateur, les investigations auprès de l'IER ainsi que des aviculteurs professionnels ont permis de choisir la race Wassachè. Le Wassachè est un produit de croisement  $\frac{3}{4}$  Rhode Island Red (RIR) et  $\frac{1}{4}$  Kokochiè (KKC) stabilisé, dont l'efficacité a été testée avec succès dans la basse-cour traditionnelle. Ainsi un contrat de livraison de 1000 coqs améliorateurs a été établi entre le projet et un fournisseur basé à Bamako.

Concernant les poules, 450 femmes ont bénéficiés de l'appui (soit 10 poules par femmes).

Tous les sujets achetés ont été vaccinés contre la maladie de Newcastle.

Pour les équipements (mangeoire et abreuvoir), les fabrications locales ont été privilégiées.



Un suivi et un appui conseils périodiques des éleveuses de petits ruminants et des volailles seront assurés par les services vétérinaires et ou les vétérinaires privés.



Photo n°10 : Eleveuses relais avec leur kit

**Motifs pour la modification de l'activité planifiée <veuillez développer sur les problèmes –y inclus les retards, annulations, reports d'activités – qui se sont présentés et sur la façon dont ils ont été résolus> (le cas échéant):**

L'insécurité apparue dans certaines zones du projet a contribué au retard observé dans l'achat des animaux et des volailles. Malgré cela quelques achats ont été effectués en petit ruminant et en volaille. Cependant l'accent est mis sur les sensibilisations des bénéficiaires pour le remplissage des conditions d'acquisitions des sujets notamment : la construction de poulailler, le stockage d'aliments, la construction d'abris pour les petits ruminants, etc.

**Résultats de cette activité <veuillez si possible quantifier ces résultats; référez-vous aux diverses hypothèses du Cadre Logique>:**

Prévu pour l'année	Réalisé	Taux de réalisation
80 éleveuses relais formés et équipés	47 éleveuses relais formées et équipées	58,75%
Achat de 1000 coqs	Un contrat de fourniture de 1000 coqs de la race « WASSACHE » a été passé	20%
10 000 poules locales	4500 poules locales ont été fournies aux bénéficiaires	45%
Achat des équipements avicoles	Achat de 3000 abreuvoirs	50%

### **3.3 Formation de 1000 à 2000 femmes sur la fabrication des fromages de chèvre ou d brebis, le stockage des semences et le séchage des produits maraîchers :**

#### **Sujets/activités couverts**

L'ensemble des femmes appuyées sur les activités de production seront formées au séchage, à la transformation et au stockage de leur production pour l'autoconsommation et la vente. Cette technique permet de stocker les productions non consommées ou non vendues. L'action a ainsi initié l'achat des séchoirs pour les bénéficiaires. Ainsi, deux types de séchoirs par village a été prévu : le séchoir en bois et une bâche.

Pendant cette période aucun achat n'a été faite mais le dossier d'appel d'offre pour leur acquisition a été élaboré.

---

Selon les données zootechniques de la région de Mopti, les Cercles de Bankass et de Koro sont considérés comme des zones de fortes productions laitières.

Le constat est que pendant l'hivernage, il y a une production de lait importante et l'excès n'est pas souvent valorisé par méconnaissance de technique de transformation et de conservation par les femmes bénéficiaires.

Cependant, à la période sèche, la production de lait est très faible et la consommation des produits laitiers est rare.

Pour favoriser la consommation des produits laitiers, le projet initie les bénéficiaires à la fabrication de fromage sec de brebis ou de chèvre. Ces fromages sont stockés pour l'autoconsommation et la vente surtout en période sèche.

L'ensemble des femmes bénéficiaires seront formées sur la fabrication du fromage du lait de chèvre. Cette formation entre dans le cadre de la transformation et de la conservation des produits laitiers pour compenser le déficit d'aliments riches en protéines pendant la saison sèche dans plusieurs villages.

Dans le cadre de la stratégie de mise en œuvre de cette activité, le projet a d'abord initié la formation des animateurs et des cadres du projet. Les animateurs se chargeront de la formation des bénéficiaires dans les villages.

Ces différentes formations et démonstrations ont pour finalité l'obtention de produit de qualité qui peut être consommé sans risque.

***Motifs pour la modification de l'activité planifiée <veuillez développer sur les problèmes –y inclus les retards, annulations, reports d'activités – qui se sont présentés et sur la façon dont ils ont été résolus> (le cas échéant):***

Compte tenu du retard pris dans l'identification des bénéficiaires, ainsi que pour l'achat des animaux, la formation sur la fabrication de fromage des bénéficiaires a été reportée à la période où il y aura des fortes productions de lait. Cela permettra à un grand nombre de bénéficiaires de s'approprier la technique de fabrication et de séchage du fromage.

Concernant les activités de formation sur le séchage des produits agricoles ainsi que l'achat des séchoirs, ils ont été reportés.

***Résultats de cette activité <veuillez si possible quantifier ces résultats; référez-vous aux diverses hypothèses du Cadre Logique>:***

Prévu	Réalisé	Taux de réalisation
Formation de masse des femmes sur la fabrication du fromage et le séchage des produits maraichers.	8 agents du projet formés sur la fabrication du fromage.	0, 4%



Résultat 4 : Les interventions des Partenaires Techniques et Financiers sur la sécurité alimentaire sont coordonnées par les collectivités locales ciblées afin d'actualiser les plans de sécurité alimentaire (et par conséquent des Plan de Développement Socio-Economiques et Culturels) des communes ciblées

**Activité 4.1 Tenue des rencontres semestrielles sur la situation nutritionnelle et l'état d'avancement des différents projets d'appui à la sécurité alimentaire**

**Sujets/activités couverts**

Cette action vise à mieux coordonner les interventions et donner une vision géographique des interventions aux collectivités et les services techniques. Il est prévu deux rencontres par cercle et par an. Ces rencontres sont organisées par le conseil de cercle qui a la charge du développement du cercle. Elles permettent de regrouper l'ensemble des partenaires du cercle intervenant dans le cadre de la sécurité alimentaire pour échanger sur la situation nutritionnelle du cercle et connaître les résultats obtenus par les différents partenaires ainsi que les perspectives d'activités.

Ainsi, pour améliorer la mise en œuvre des activités liées à la sécurité alimentaire, l'action contribuera à la mise à jour des plans de sécurité alimentaire des communes d'intervention. Pour cela, une rencontre préparatoire s'est déroulée dans 4 communes, notamment : la commune de Yoro, Diougani, Dinangourou et Diankabou. Les séances de travail ont permis de rencontrer les différents acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre du plan, notamment les sous préfets, les maires, et les services techniques.

***Motifs pour la modification de l'activité planifiée <veuillez développer sur les problèmes –y inclus les retards, annulations, reports d'activités – qui se sont présentés et sur la façon dont ils ont été résolus> (le cas échéant):***

La situation sociopolitique du pays et l'insécurité dans la zone de l'action n'a pas permis d'organiser les rencontres semestrielles ainsi que les mises à jour des plans de sécurité alimentaires. Ces activités ont été reportées ainsi lorsque la stabilité et sécurité sera rétablie.

***Résultats de cette activité <veuillez si possible quantifier ces résultats; référez-vous aux diverses hypothèses du Cadre Logique>:***

Prévu	Réalisé	Taux de réalisation
Deux (2) rencontres semestrielles par an et par cercle sur la situation nutritionnelles	Deux (3) rencontres préparatoires des ateliers sur la situation nutritionnelles ont été organisées avec le conseil de cercle de Koro et Bankass	30%
Mise à jour de 10 plans de sécurité alimentaire	Une rencontre préparatoire des ateliers de mise à jour a été organisée dans 4 communes. Le terme de référence pour la réalisation des mises à jour dans les 10 communes est élaboré.	15%

**2.2** Veuillez énumérer tous les contrats (travaux, fournitures, services) de plus de 5000€ attribués pour la mise en œuvre de l'action pendant la période de reporting, en indiquant pour chacun d'eux le montant, la procédure d'attribution suivie et le nom du contractant ;

Désignation	Montant en Fcfa	Montant en euro	Contractant
Achat de matériels agricoles	12 975 000	19780	Moustapha Touré

(charrues, charrettes et accessoires			Commerce générale RCCM : N°145/RC/2005 Tél : 76 01 49 59
Groupes électrogènes 2.5 et 10 Kva	3 425 000	5 221	ETS FANANA
Achat de 4 motos DT 125	8 000 000	12 196	CFAO Motors
TOYOTA Hilux 4X4 double cabine	26 000 000	39 637	CFAO Motors

Pour ces dépenses, un appel d'offre a été lancé sur la base de TDR diffusé par le projet. Le prestataire a été choisi et retenu sur la base de la qualité des offres et du coût et sur la base d'au moins 3 offres financières.



	points d'eau potable																		
SA 1.2.3	Formation sociale de l'eau																		ICD, PROTOS
SA 1.2.4	IEC sur l'hygiène et assainissement de l'eau et son stockage au niveau de la famille																		ICD, PROTOS
<b>R 2 : ALLEGEMENT DES TACHES DES FEMMES</b>																			
<b>A 2.1 : Création des coopératives d'utilisation de matériels agricoles (CUMA)</b>																			
SA 1.2.1	Création des CUMA																		ICD
SA 1.2.2	Equipement des CUMA en matériels agricoles (charrue, charrette et animaux de trait et moulin)																		ICD
SA 1.2.3	Renforcement de capacité des membres des CUMA																		ICD
SA 1.2.4	Mise en réseau des CUMA																		ICD
SA 1.2.5	Suivi des activités des CUMA																		ICD/AVSF
<b>A 2.2 : Mise en place de crèches parentales</b>																			
SA 1.3.1	Création de crèche parentale																		ICD
SA 1.3.2	Suivi des activités de la crèche																		ICD/AVSF
<b>A 2.3 : Animation dans le village sur l'apertinence de l'allègement des travaux des femmes et une bonne nut des enfants</b>																			

SA 1.4.1	Sensibilisation sur les thèmes liés à l'allègement des tâches des femmes																			ICD
SA 1.4.2	Sensibilisation sur le droit des femmes																			ICD
SA 1.4.3	Suivi des activités																			ICD/AVSF
<b>A 2.4 : Appui à la Création d'un service de l'eau (avec livraison sur la base d'une rémunération avec l'utilisation de la charrette et de l'âne des CUMA)</b>																				
SA 1.5.1	Sensibilisation pour la création d'un service de l'eau																			ICD
SA 1.5.2	Mise en place du service de l'eau																			ICD
SA 1.5.3	Renforcement de capacité des gestionnaires du service de l'eau																			ICD
<b>R3 : ACCROISSEMENT DES CAPACITES DE PRODUCTION POUR L'AUTOCONSOMMATION ET LA VENTE</b>																				
<b>A 3.1 : Diversification et accroissement de la productivité agricole à travers l'appui aux activités de production par la mise en place de boutiques d'intrants villageoises et l'équipement avec subvention pour les groupes cibles</b>																				
SA 3.1.1	Sensibiliser les hommes pour qu'ils facilitent l'accès des femmes à la terre et la disponibilité du temps pour les AGR ,																			ICD
SA 3.1.2	Appui conseil et accompagnement des femmes dans la gestion et l'exploitation de leurs parcelles (introduction des techniques culturales) et de l'équipement																			ICD



SA 3.5.1	Formation des éleveuses relais sur la conduite de l'élevage de petit ruminant et volailles dans les 16 villages																		ICD
SA 3.5.2	Achat de 2000 petits ruminants (brebis ou chèvre)																		ICD
SA 3.5.3	Suivi et appui conseils des Eleveuses de petits ruminants																		ICD/AVSF
SA 3.5.4	Achat de 1000 coqs améliorateurs, 10 000 poules et des équipements avicoles pour les plus pauvres																		ICD
SA 3.5.5	Appui conseil en technique et en gestion des avicultrices																		ICD
<b>A 3.5 : Formation de 1000 à 2000 femmes sur la fabrication des fromages de lait de chèvre ou de brebis, le stockage des semences et le séchage des produits maraîchers</b>																			
SA 3.6.1	Formation des formateurs sur la fabrication de fromage																		ICD
SA 3.6.2	Formation des bénéficiaires de petits ruminants sur la fabrication de fromage																		ICD
SA 3.6.3	Suivi des activités de production de fromage																		ICD/AVSF
<b>A 3.8 : Formation et démonstration sur la confection de foyers améliorés au niveau villageois par les femmes pour la réduction de la consommation en bois de chauffe</b>																			
SA 3.8.1	Sensibilisation des bénéficiaires sur les techniques de fabrication des foyers améliorés																		ICD
SA 3.8.2	Sensibilisation des bénéficiaires sur l'utilisation des foyers améliorés																		ICD

<b>R4 : COORDINATION DES ACTIONS ENTREPRISES PAR LES PTF SUR LES CERCLES D'INTERVENTION</b>											
<b>A 4.1 : Actualisation des plans de sécurités alimentaires communaux</b>											
SA 4.1.1	Mise à jour des plans communaux de sécurité alimentaire										ICD
SA 4.1.2	Tenue de rencontres semestrielles sur la situation nutritionnelle et l'état d'avancement des différents projets d'appui à la sécurité alimentaire										ICD
SA 4.1.3	Tenue des réunions de comité de pilotage										ICD
<b>A5.1 : Renforcement de capacité du personnel d'ICD</b>											
SA 5.1.1	Formation sur des logiciels de traitement et d'analyse de donnée										ICD/AVSFS
SA 5.1.2	formation sur la planification et la gestion axée sur le résultat.										ICD
<b>A5.2 : Suivi-évaluation</b>											
SA 5.2.1	Enquête SDA _SCA post récolte										AVSF/ICD
SA 5.2.2	Enquêtes transversales de suivi des indicateurs										AVSF/ICD
SA 5.2.3	Enquête SMART_CAP										AVSF/ICD
SA 5.2.4	Enquête SDA _SCA période de soudure										AVSF/ICD



SA 5.2.5	Actualisation de la grille d'extraction																	AVSF
SA 5.2.6	Production de bulletin d'information																	ICD/AVSF
<b>A5.3 : Etude/Recherche</b>																		
SA5.3.1	Recherche sur la brucellose																	ICD

---

### **3. Partenaires et autre coopération**

---

3.1 Comment évaluez-vous les relations entre les partenaires formels de cette Action (c.-à-d. les partenaires qui ont signé une déclaration de partenariat)? Veuillez spécifier pour chaque organisation partenaire.

Les partenaires formels de cette action sont ICD (Initiatives- Conseils - Développement, ONG malienne), PROTOS, MDM-B (Médecins du Monde Belgique).

La mise en œuvre conjointe du projet se déroule normalement, se manifestant surtout par l'appui de PROTOS pour le choix des points d'eau à réhabiliter dans la zone du projet ainsi que la participation à la validation des modules de formation des accoucheuses traditionnelles par MDM-B.

Les rencontres se sont tenues également entre les partenaires de l'action pour mieux dégager les appréhender les différentes interventions dans le cadre de l'action.

Cependant les comités de pilotages prévus n'ont pas pu se tenir dans les délais, compte tenu l'instabilité sociopolitique et sécuritaire du pays ainsi qu'au différents changement intervenus au niveau des ressources humaines au niveau de PROTOS et MDM-B.

VSF-CICDA a déjà une expérience de travail avec tous ces partenaires.

3.2 Comment évaluez-vous les relations entre votre organisation et les autorités étatiques dans les pays de l'Action? Comment ces relations ont-elles affecté l'Action?

L'action entretient de très bonne relation avec tous les partenaires étatiques impliqués dans la mise en œuvre de l'action, surtout au niveau local. Il s'agit surtout des services de la santé, de l'hydraulique, de l'élevage et de l'agriculture.

Les services techniques de l'Etat ont été impliqués dans toutes les activités menées en fonction de leur domaine de compétence (par exemple, formation des éleveuses relais par les services vétérinaires, formation des accoucheuses traditionnelles par les agents de la santé, etc)

Des propositions de convention de collaboration ont été initiées mais l'instabilité au niveau des services de l'état n'ont pas permis de les finaliser pendant la première année.

3.3 Le cas échéant, décrivez vos relations avec toute autre organisation impliquée dans la mise en œuvre de l'Action:

- Associé(s) (si existant)
- Sous-contractant(s) (si existant)
- Bénéficiaires finaux et groupes cibles
- Autres tiers impliqués.

3.4 Le cas échéant, décrivez les liens que vous auriez développés avec d'autres actions

Dans le cadre du financement PASA 5, il a été mis en place un chronogramme d'activité et des outils de suivi des indicateurs communs à toutes les actions financées sur cet appel à proposition. La coordination des différentes actions est assurée par la CONFED et par la délégation de l'Union Européenne à Bamako.

Ainsi, plusieurs rencontres ont eu lieu pour définir les outils d'enquête et le traitement des données. Des agents de ACF et de Oxfam GB ont assuré un appui à cette action et de même du personnel d'ICD et d'AVSF ont apporté un appui aux deux autres actions.

---

3.5 Si votre organisation a reçu précédemment d'autres subventions ayant comme objectif d'appuyer le même groupe cible, dans quelle mesure cette Action a-t-elle pu renforcer/compléter la (les) précédente(s)? (Enumérez toutes les subventions précédentes pertinentes).

Cette action repose sur la suite de trois projets menés par AVSF/ICD, PROTOS et MDM-B.

Le projet de Gestion Concertée des Ressources Pastorales et Sécurisation du petit Elevage, Prosel (contrat ONG-PVD/2006/129-949, financement UE-Fondation Ensemble) intervenait sur les deux cercles Koro et Bankass (Région de Mopti) ainsi que dans les cercles de Diré, Niafunké et Goundam (Région de Tombouctou). Il était mis en œuvre par AVSF et ICD. L'action a contribué à renforcer la dynamique apportée par Prosel dans la réhabilitation des points d'eau à travers les schémas d'aménagement déjà conçu. De même la poursuite du renforcement de capacité dans le domaine vétérinaire favorise la promotion du petit élevage.

Dans le cadre institutionnel, la dynamique partenariale qui s'était établit entre AVSF/ICD et les autorités des deux cercles s'est renforcée d'avantage.

PROTOS développe actuellement un projet d'amélioration de la sécurité alimentaire par une gestion durable des ressources en eau (PASAGE) financé par le FBSA (fonds Belge de Sécurité Alimentaire) dans 4 communes du delta intérieur du Niger (la commune de Kewa, Soye, Socoura, et Nema Badenyakafo). PROTOS connaît bien les contraintes à lever dans la région pour un accès et une bonne gestion de l'eau potable et l'assainissement autour des points d'eau. Les ressources humaines de Protos contribuent à appuyer l'action dans le cadre de la mise en œuvre des activités d'hydrauliques à travers l'appui conseil et la mise à disposition d'outils de formation et d'animation approprié.

MDM-B également développait à Youwarou (financement DGCD-dons privés) un projet d'accès à la santé et prévention des maladies (notamment celles liées à l'eau). L'expertise dans ce domaine a permis d'outiller le projet à travers l'appui à la consolidation des modules de formation des accoucheuses traditionnelles ainsi que des orientations pratiques pour la mise en œuvre des activités de détection de la malnutrition et du référencement.

---

#### **4. Visibilité**

La visibilité du financement de la commission de l'union Européenne a été effective lors de l'atelier de lancement des activités du projet à travers la diffusion des images à la télévision nationale.

La visibilité de l'UE est effective également lors des rencontres officielles, des visites de terrain (rappels fréquents des partenaires financiers) à travers l'apposition d'autocollants portant les logos et le nom de l'UE sur les plaques, la logistique (voiture, moto, groupe électrogène), le matériel de bureau (ordinateur, armoire etc) ainsi que les matériels et équipements distribués aux bénéficiaires.

Lors des émissions radio dans toutes les langues, le nom du partenaire financier est rappelé à la fin du spot.

Le logos et le nom de l'Union Européenne sont inscrits sur tous les documents officiels du projet.

---

**La Commission européenne pourrait souhaiter publier les résultats des Actions. Auriez-vous des objections à la publication de ce rapport sur le site Internet de l'Office de Coopération EuropeAid ? Si tel est le cas, veuillez exposer vos objections.**

Pas d'objection

Nom de la personne de contact pour l'Action: Marc CHAPON, coordinateur national AVSF au Mali

Signature: .....

Localité: Bamako

Date à laquelle le rapport était dû: ...30 novembre 2012 (demande de report de remise de rapport effectuée, date initiale du 30 septembre 2012)

Date d'envoi du rapport: ...30 novembre 2012.....

---

## **ANNEXES**

1. Etat de répartition des villages entre les CSCOM ;
2. Liste des CUMA équipés en 2012.

ANNEXE 1 :

Tableau 1 : Etat de répartition des villages entre les CSCOM

Cercles	Communes	villages	Air de Santé (cscm)	Etat du CSCOM	
<b>Bankass</b>	<b>ouenkoro</b>	Saran	Ouenkoro	fonctionnel	
		siragourou	Ouenkoro		
		Nion	Ouenkoro		
		Koroni	Ouenkoro		
	<b>diallassagou</b>				fonctionnel
		Doukoro	Diallassagou		
		All	Diallassagou		
		Tiré	Diallassagou		
		Koumé-peulh	Diallassagou		
	<b>ségué</b>				fonctionnel
		Koumé	Doundé		
		N'goné-dogon	Doundé		
		kassarou	Koulou		
		Wogon	Koulou		
	<b>Tori</b>				fonctionnel
		Pourafitini	Tori		
		Oulassagou	Tori		
		Nongon	Tori		
		Soguinadou	Tori		
	<b>sokoura</b>				fonctionnel
		Ouroboubou	Sokoura		
		Kologa	Sokoura		
		Diah	Tori		
		Tira	Tori		
<b>LessagouHabbé</b>				fonctionnel	
	tiembara	lessagou			
	bassagouKanda	lessagou			
	Bassel	Gomnossogou			
	kouméHabbé	Gomnossogou			
<b>Dinangourou</b>				fonctionnel	
	Douari	Dinangourou			
	Bagandié	Dinangourou			
	Guesseré	Gangafani I			
	Guimini	Gangafani I			
	<b>Yoro</b>				
Gangafani II		Yoro			

<b>KORO</b>		Guiri	Yoro		
		Koutaga	Yoro		
		Nassole	Yoro		
	<b>Dioungani</b>				
		Bodewal	(Bana)Dioungani	Pas opérationnel	
		Sabèrè	Dangatènè	fonctionnel	
		Toungourou	Dioungani	Fonctionnel	
		Niaky	Bana(NF)dioungani		
	<b>Diankabou</b>				
		Anakila	Diankabou	Fonctionnel	
		Kadiawèrè	diankabou		
		Soye	diankabou		
		Tankoulé	Amba	fonctionnel	



**ANNEXE 2 : Liste des CUMA équipés en 2012**

<b>Cercle</b>	<b>Commune</b>	<b>Village</b>	<b>Dénomination de la CUMA</b>	<b>Animaux de trait choisis</b>	<b>Type de matériels reçus= Charrue + charrette + accessoires</b>	
KORO	Dioungani	Bodéwal	Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles de Bodéwal	Paire de bœufs	X	
		Sabéré	Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles De Saberé	Paire de bœufs	X	
		Tongourou	Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles De Tongourou	Paire de bœufs	X	
	Diankabou	Kadiawré	Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles de Kadiawéré	Paire de bœufs	X	
		Anakila	CUMA –Maraichde Anakila	Paire d'ânes	X	
	Dinangourou	Guesseré	Coopérative KA MOONNON de Guesseré	Dromadaire	X	
		Guimini	Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles de Guimini	Dromadaire	X	
		Douari	Coopérative MONRONBEME de Douari	Dromadaire	X	
	Yoro	Guiri	Coopérative YOGO-YANGAM de Guiri	Dromadaire	X	
		Koutaga	Coopérative NEM-LA- NAM de Koutaga	Dromadaire	X	
		Nassolé	Coopérative BASSINERE de Nassolé	Dromadaire	X	
	BANKASS	Tori	Oulassagou	Coopérative FASO DJIGUI de Oulassagou	Paire de bœufs	X
			Pourafitini	Coopérative BENKADI	Paire de bœufs	X
Nogon			Coopérative d'utilisation de matériels agricoles de Nongon	Paire de bœufs	X	
Soguinadou			Coopérative GANDA ANDA	Paire de bœufs	X	
Sokoura		Diah	Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles de Diah	Paire de bœufs	X	
		Tira	Coopérative ASSURANCE 'SINIGNESSIGUI' de Tira	Paire de bœufs	X	
Ouenkoro		Siragourou	Coopérative "AMADOUFONI"	Paire de bœufs	X	
		Nion	Coopérative BEN KADI	Paire de bœufs	X	
		Saran	Coopérative "NEMA" de Saran	Paire de bœufs	X	
		Kologa	Coopérative KAOURAL SUDU BABA de Kologa	Paire de bœufs	X	
Segue		Kassarou	Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles de Kassarou	Paire de bœufs	X	
		Wogon	Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles de Wogon	Paire de bœufs	X	
		Koumé	Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles De Koumé	Paire de bœufs	X	
		N'Goné Dogon	Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles N'Goné Dogon	Paire de bœufs	X	
Lessagou -		Bassagoukan	Coopérative d'Utilisation de Matériels	Paire de bœufs	X	

	Habe	da	Agricoles Bassagou-Kanda		
		Tiembara	Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles de Tiembara	Paire de bœufs	X
		KouméHabbé	Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles De Koumé-Habbé	Paire de bœufs	X
	Diallassagou	Koumé -Peul	Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles De Koumé-Peul	Paire de bœufs	X
		Tiré	Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles De Tiré	Paire de bœufs	X